

22/09/2005

12:36

DGCOMP ASSTS → 61242
CABINET KROES → 68812

NO.657 0002

NO.640 0002

OJFI-Alexen

AVOCATS

CABINET KROES	
To: NK BS OG CT BS LBA MS RB JGP SEC	
001563	19.09.2005
cc: NK BS OG CT BS LBA MS RB JGP SEC	

VOCATS ASSOCIES

Annick RENAT
Nathalie BERGERON-LANIER
Jean-Claude CAVAILLE
Cyril FABRE
Patrick GENTIL
Marie-Alice GODOU-SORINE
Fabienne REGIS
Rami TURCON*
Vincent VERVAUDIER
Laurent VINOT
*Also member of the New-York
and California Bars

AVOCATS

Subino CHAUVEAU
Laurence CHEVALIER
Chrysalis DAUB
Dorothee KERNWEN-BEGUIN
Nicola ESTRAUD
Michelle GILLET-VINET
Laurence HAROU-COSTE
Anne-Sophie HARTOG
Marie KAFF-BRUNET
Alex ELIOUA
Sylvie MICHEL-PIAT
Marie-Hélène PENEAU
Frédéric FLOTTIN
François PUJOL

Michel FLORIMOND*
*Juriste d'entreprise

Nadine GRENOUILLEAU*
*Conseil en droit douanier

VOCATS PARTENAIRES

Gilles AMÉDÉE-MANESME
Georges ATHENOSY
Olivier BINDER
Muriel BLOCH-MAUREL
Véronique BOMSEU DE MEGLIO
Sébastien CELLIER
Marie-Pierre CHAMY
Philippe CHASSANY
Jérôme CHOMEL de VARAGNES
Laurence COHEN
Martine DORRARD
Guy MONTE
Jean GERARD
Elisabeth GRAUDEMANN
Martine HERMIERE
Marie KILBER
Serge KIERSCHENBAUM
Jean-Marc LANDAULT
Laure MAISON
Françoise MÉRILLAT
Yves MERLE
Laurence MOIRAT
Patrick MUSSAT
Juliette POUYET
Hélène PRESLE-JEUNE
Véronique ROBIN-ILLOUZ
Arnaud de SAINT-LEGER
Sophie de SÈKILLES
Nathalie SPILIZ
Christine STAGNARA
Jean-Pierre STOUIS
Jérôme WATRELOT

ANNEXES BS.

Madame Neelie KROES

Commissaire Européenne à la Concurrence,

DG Concurrence

Grefe des aides d'Etat

SPA 3, bureau 6/5

B-1049 Bruxelles

BELGIQUE

stateaidgreffe@cec.eu.int

Lyon, le 13 septembre 2005

JCC/ESV

REFERENCE : Réforme des aides d'Etat

OBJET : « Plan d'action dans le domaine des aides d'Etat » du 7 juin 2005
Proposition

Madame la Commissaire,

A la lecture du « Plan d'action dans le domaine des aides d'Etat » rendu par la Commission Européenne le 7 juin 2005, il ressort que « la Commission a (...) pour objectif -entre autres- de rationaliser et de simplifier les procédures, de façon à ce que les règles soient plus claires et que le nombre des aides à notifier diminue, et d'accélérer la prise de procédure ».

A l'occasion des recherches que nous avons effectuées dans le cadre de notre activité de Cabinet d'avocats au service des entreprises, nous avons relevé qu'il n'existe aucune base de données des aides globale et générale, chaque entité réalisant sa propre information sur les aides qu'elle accorde. La recherche d'une aide au bénéfice d'une entreprise n'est donc pas aisée et pratique, le système actuel manquant de cohérence, de visibilité et de transparence.

PARIS

47, rue de Monceau
75008 Paris
Tel. +33 (0)1 56 69 50 00
Fax +33 (0)1 56 69 51 00
E-mail : ojfi.paris@alexen.com
Pots K 0037

LYON

128, rue de Créqui
69454 Lyon cedex 06
Tel. +33 (0)4 72 83 25 25
Fax +33 (0)4 72 83 25 26
E-mail : ojfi.lyon@alexen.com
Pots 722

LONDRES

7 Savoy Court
Strand
London WC2E 0FR
Tel. +44 (0)207 497 8034
Fax +44 (0)207 836 9461

19 SEP. 2005

COMP (the Demein logo)
pour reply by COMP
(voir le SAA - related)
17 21/09

BS
CT

QJF-Alexen
AVOCATS

2/2

En conséquence et en réponse à votre invitation, nous vous faisons part de la proposition suivante. Il nous semble qu'il serait pertinent et judicieux de créer une base de données unique des aides au bénéfice des entreprises, accordées tant au niveau européen, étatique (avec tous les Etats membres) et régionale, qu'au niveau de tout autre collectivité ou organisme public ou privé sous tutelle, afin de faciliter et concrétiser la réforme sur les aides ainsi engagée.

Restant à votre disposition et à celles de vos Services pour tout échange de vue sur ce sujet, nous vous prions d'agréer, Madame la Commissaire, l'expression de nos respectueuses salutations.

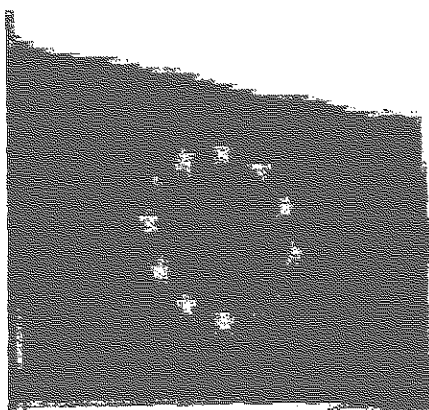


Jean-Claude CAVAILLÉ
Avocat Associé



Estelle VERNAY
Chargée de mission

PJ : 1



OJFI-Alexen
AVOCATS

Réforme des aides d'Etat : Proposition

Consultation de la Commission Européenne **« Plan d'action dans le domaine des aides d'Etat »** **du 7 juin 2005**

Proposition élaborée par Mlle Estelle VERNAY, chargée de mission ;
Sous la direction de Maître Jean Claude CAVAILLE, Avocat associé.

Madame Neelie KROES,
Commissaire Européenne à la Concurrence
Direction Générale de la Concurrence,
Greffé des aides d'Etats
SPA 3, bureau 6/5
B-1049 Bruxelles
BELGIQUE

stateaidgreffe@cec.eu.int

Maître Jean Claude CAVAILLE,
Cabinet d'avocats OJFI Alexen,
128 rue de Créqui
69454 Lyon cedex 06
FRANCE

☎ +33 (0)4 72 83 25 25
fax : +33 (0)4 72 83 25 26

contacts : jeanclaude.cavaille@alexen.com
estelle.vernay@alexen.com

*Réforme des aides d'Etat***Préambule****OBJECTIFS POURSUIVIS PAR L'UNION EUROPEENNE**

En adoptant le « Plan d'action dans le domaine des aides d'Etat », la Commission Européenne s'est inscrite dans le sillage des objectifs fixés par le Conseil Européen de Lisbonne qui s'est tenu les 23 et 24 mars 2000, à savoir : faire de l'Union, d'ici l'an 2010, l'économie fondée sur la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique au monde, dans le but de renforcer l'emploi, d'améliorer l'efficacité économique ainsi que la cohésion sociale.

Aussi, les objectifs poursuivis par la réforme sur les aides d'Etat ainsi engagée par la Commission sont :

- d'axer « les aides sur l'amélioration de la compétitivité de l'industrie européenne et sur la création d'emplois durables, sur la garantie de la cohésion sociale et régionale, ainsi que sur l'amélioration des services publics » (extrait du Communiqué de presse, Bruxelles, 7 juin 2005) ;
- de « rationaliser et simplifier les procédures, de façon à ce que les règles soient plus claires et que le nombre des aides à notifier diminue, et d'accélérer la prise de décision » (extrait du Communiqué visé ci-dessus) ;
- de « garantir que les Etats membres disposent d'un cadre clair, exhaustif et prévisible, de façon à ce qu'ils puissent octroyer des aides d'Etat(...) » (discours prononcé par Mme Neelie KROES) ;
- de procéder à la « modernisation des pratiques et des procédures dans le domaine des aides d'Etat » (titre III du dit Plan).

A cette fin, le « Plan d'action » se fonde sur les éléments suivants (extraits dudit Communiqué) :

- « des aides d'Etat qui faussent moins la concurrence et qui soient mieux ciblées (...) » ;
- « une approche économique plus affinée (...) » ;
- « des procédures plus rationnelles et plus efficaces, une meilleure application des règles, une plus grande prévisibilité et une transparence accrue » ;
- « un partage des responsabilités entre la Commission et les Etats membres (...) ».

Réforme des aides d'Etat

La Commission invitant les parties intéressées à présenter toutes observations à propos de cette réforme, et en tant que Cabinet d'avocats au service des entreprises, nous avons l'honneur de vous soumettre la proposition présentée ci-après.

Cette proposition se compose de deux parties :

- en premier lieu, nous constaterons la situation actuelle en ce qui concerne la recherche d'une aide : nous démontrerons que cela relève d'un "véritable parcours du combattant" ;
- ensuite, nous exposerons la suggestion que nous formulons dans le cadre de la réforme : une base de donnée unique, globale et générales des aides d'Etats.

Réforme des aides d'Etat

1^{ère} partie : Constatation

A LA RECHERCHE D'UNE AIDE, ... UN VERITABLE PARCOURS DU COMBATTANT

Nos recherches ont été, pour l'essentiel, effectuées sur divers sites internet existants puisqu'il s'agit de l'outil le plus approprié pour ce type de travail. Nous avons ainsi répertorié les aides accordées par :

- l'Union Européenne,
- l'Etat Français,
- la région Rhône-Alpes,
- les huit départements composant cette région française,
- ainsi que tout autre organisme compétent ;

et nous avons relevé ce qui suit, de manière succincte.

1.1 Au niveau européen

Le site officiel de l'Union, Europa, propose une rubrique "Aides et Prêts" qui communique les aides d'origine européenne, gérées par les diverses directions générales de la Commission européenne en fonction des compétences qui leur sont dévolues. Ces aides ont une vocation, pour l'essentiel, mondiale ou régionale (au sens européen du terme).

Le cas échéant, il est fait un renvoi auprès des ministères compétents dans chaque Etat membre.

http://europa.eu.int/grants/index_fr.htm

Une autre rubrique du site Europa, intitulée "Commission Européenne - Concurrence", diffuse la législation européenne relative aux aides d'Etats, les documents nécessaires à leur notification, ainsi que les décisions prises par la Commission à ce sujet.

http://europa.eu.int/comm/competition/index_fr.html

Le site français 'Info-Europe' donne un résumé historique et explicatif à propos des « aides de l'Europe au développement des régions », ainsi que des liens utiles avec d'autres sites. Mais il ne présente aucune aide.

http://www.info-europe.fr/document_dir/fich_dir/OR000164.htm

Réforme des aides d'Etat

Nous constatons ainsi que ces divers sites, quoique bien conçus et commodes d'utilisation, ne proposent que les aides et subventions accordées par l'Union Européenne. Nous devons donc continuer nos recherches afin de trouver les aides accordées par les Etats et les autres entités compétentes.

1.2 Au niveau étatique

Nos recherches se sont principalement portées sur les sites officiels des ministères composant le Gouvernement français. Voici ce que nous avons relevé, énuméré de façon sommaire :

- le Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie a créé une rubrique générale relative aux aides au bénéfice des Petites et Moyennes Entreprises (PME/PMI),
<http://www.minefi.gouv.fr/minafi/acces/pme/index.htm>

mais aussi une rubrique en faveur des entreprises ouvertes à l'international, sur un autre site que le précédent.

<http://www.missioneco.org/appuis/index.htm>

- le Ministère du Travail et de l'Emploi propose des formulaires de demande d'aides relatives à la création d'entreprises.

http://www.travail.gouv.fr/infos_pratiques/crea_entreprise.html

- le Ministère de l'Agriculture réalise la diffusion des aides agricoles sur son site.

http://www.agriculture.gouv.fr/splp/ressources_r3.html

En conséquence, nous apercevons que chaque ministère a créé sa ou ses rubrique(s) 'Aides' en fonction des compétences qui lui sont dévolues. Aucun site ne répond à la même organisation, à la même présentation, ce qui ne facilite pas la recherche.

De plus, à ce stade de la recherche, nous n'avons pas encore trouvé les aides accordées par les régions, les départements français, ou toute autre entité. Notre exploration doit donc se poursuivre afin de répondre de la meilleure façon possible aux attentes de nos clients.

1.3 Au niveau régional (au sens français du terme)

Nos recherches se sont, pour l'essentiel, concentrées sur la région Rhône-Alpes.

Le Conseil Régional de Rhône-Alpes propose une base de données des aides en faveur des Petites et Moyennes Entreprises (PME/PMI), aides financées par le dit Conseil. Cette base a le mérite d'être ludique et claire, mais reste limitée aux seules aides en faveur d'une catégorie limitée d'entreprises qui sont implantées en Rhône-Alpes.

http://www.cr-rhone-alpes.fr/V2/default_f.cfm?cd=1092&depth=2&dept0=1042&dept1=1092&dept2=1092

Réforme des aides d'Etat

Dans une autre rubrique intitulée "Guide des aides et subventions régionales", le Conseil met à disposition des dossiers de demandes de subventions, ainsi que le règlement financier.

<http://www.cr-rhone-alpes.fr/V2/default.fcfm?cid=1131&depth=2&dent0=1028&dent1=1131>

Ces deux rubriques ne se trouvant pas au même endroit dans le site, la recherche n'est pas rendue aisée.

Parallèlement, la Chambre Régionale de Commerce et de l'Industrie diffuse quelques aides,

<http://www.lyon.cci.fr/index.php?module=cms&action=get&id=2004122010584752&online=true>

mais, pour l'essentiel, elle renvoie à d'autres sites ou communique les adresses des personnes compétentes à contacter.

<http://www.rhone-alpes.cci.fr/CRCIservices/liens/index.php> - adresses sites internet,
ou <http://www.rhone-alpes.cci.fr/services/contact/index.php> - adresses de personnes compétentes.

D'autres sites diffusent également des aides, mais de façon ponctuelle, en fonction de thèmes qui sont abordés dans le site. Il ne convient pas de les développer dans notre présentation qui deviendrait alors trop fastidieuse.

Nous avons également prospecté les sites disponibles pour d'autres régions françaises. Il ressort de cette étude que les divers organismes régionaux compétents,

- soit ont créé leur propre rubrique,
- soit ont fait un renvoi à d'autres organismes,
- ou encore ne communique aucun renseignement sur les aides.

En conséquence, il n'y a aucune homogénéité, et donc un manque de lisibilité.

1.4 Au niveau départemental (les huit départements composant la région Rhône Alpes)

Nous avons prospecté tous les sites officiels de chacun des huit départements en vue de trouver des aides, à savoir :

- les Conseils généraux,
- les Préfectures,
- les Chambres de Commerce et de l'Industrie,
- les Chambres des Métiers.

Réforme des aides d'Etat

Sans entrer dans le détail de nos recherches, ce qui serait interminable, il est possible de dire qu'aucun des sites visités ne répond à la même organisation.

- en effet, certains organismes ont créé leur rubrique 'Aide' sur leur site internet,
- d'autres renvoient à d'autres organismes et d'autres sites,
- ou même, ne font aucune mention des aides.

Ainsi, aucune homogénéité n'existe parmi les départements de la région Rhône Alpes.

1.5 Au niveau des autres organismes

La Chambre de Commerce et de l'Industrie d'Amiens a créé une base de données à vocation nationale, intitulée SEMAPHORE. Cependant, à ce jour, cette base 'franco-française', qui ne recoupe pas toutes les régions françaises, ni toutes les aides attribuées par les divers entités ou organismes, n'est pas exhaustive.

<http://semaaphore.cci.fr/cci.fr/question.phpml>

Il existe également une base de données des aides, à vocation 'franco-française' accordés aux professionnels ainsi qu'aux particuliers. Cette base payante a été créée par la société ASPIR Editions SA (note : adresse donnée dans les conditions générales d'utilisation : 125, avenue du Général Leclerc - 75014 Paris ; adresse retrouvée : rue Mallier - 94120 Fontenay Sous Bois).

Toutefois, cette base n'est pas complète.

<http://www.ledicodesaides.com/>

A côté de ces bases ainsi présentées, il existe d'autres bases plus ou moins exhaustives et non officielles qu'il n'est pas possible de développer ici, sous peine d'être trop long.

Ce caractère "franco-français" n'est pas en adéquation avec l'ouverture des frontières européenne et la mondialisation.

Il ressort de cette énumération, que les diverses bases de données et rubriques relatives aux aides ainsi explorées se superposent, mais ne se complètent pas et ne se ressemblent pas.

Il n'y a pas de coopération entre les différents niveaux, ni entre les différents organismes compétents. Le système actuel manque donc de cohérence, de visibilité et de transparence, ce qui est contradictoire avec les objectifs poursuivis par la réforme des aides et explicitement énoncé dans le Plan d'action.

La recherche d'une aide au bénéfice d'une entreprise n'est donc pas pratique et aisée, "cela relève d'un véritable parcours du combattant".

Réforme des aides d'Etat

2^{ème} partie : Proposition

**INSTRUMENTALISATION DE LA REFORME GRACE A
UNE BASE DE DONNEES DES AIDES**

A la lumière des constations relatées en première partie, il nous paraît opportun de créer une base de données des aides unique, globale et générale, accessible par tous qui réunisse toutes les aides et subventions accordées aux entreprises par l'Union Européenne, par tous les Etats membres, par les collectivités et par tout autre organisme compétent dans chaque Etat.

En effet, une base de données internet globale et générale serait un outil qui répondrait aux objectifs poursuivis par l'Union Européenne, à savoir :

- **matérialiser, concrétiser, instrumentaliser la réforme** sur les aides d'Etat ainsi engagée : la création de la base devrait se faire en même temps que la réforme, ce qui faciliterait l'élaboration de la première et aiderait à suivre la bonne évolution de la seconde ;
- rendre la politique européenne des aides encore plus « *claire, plus simple et plus facile à comprendre* », plus accessible pour tous : il existerait un seul centre de renseignements officiel diffusant toutes les aides ;
- apporter une meilleure transparence, clarté et visibilité des aides accordées par toutes les entités compétentes sur tout le territoire de l'Union ;
- offrir un moyen de contrôle des aides d'Etat par la Commission : toute aide inscrite dans la base ferait l'objet, au préalable, d'une notification à la Commission, et par conséquent, d'une décision positive ;
- assurer une meilleure coopération entre les Etats membres, et avec l'Union : la création, puis la mise à jour d'une telle base suppose une coopération des Etats membres entre eux, ainsi qu'avec les institutions européennes ;
- gagner du temps et réduire les délais de traitement des affaires : une base de données internet unique permettrait de réduire les délais grâce à sa simplicité, sa clarté, ainsi qu'à la cohésion entre les Etats membres qui devrait en découler ;

Réforme des aides d'Etat

- réduire les coûts administratifs : les échanges internet demande moins de papier, moins de place de stockage, moins de coût postal ;
- permettre une meilleure visibilité de l'action politique et économique de l'Union au service de ses entreprises et de ses citoyens : toutes les aides seraient recentrées et diffusées conjointement, quels que soit :
 - o la qualité de la personne recherchant une aide,
 - o le secteur d'activité,
 - o le type d'aide recherché,
 - o le but poursuivi,ce qui permettra une meilleure lisibilité et communication de la politique européenne ;
- permettre une meilleure visibilité de la coopération et coordination de l'action de l'Union et des Etats membres ;
- permettre une meilleure interactivité et coopération des Etats membres entre eux, ceci étant devenu indispensable, notamment, du fait de la création de la Société Européenne (Règlement CE n°2157/2001 du Conseil du 8 octobre 2001 relatif au statut de la société européenne).

En conclusion, la réalisation d'une base de données sur les aides serait non seulement un instrument au service de la réforme engagée par la Commission, et une finalisation de cette réforme, mais aussi un instrument au service de la compétitivité, de la création d'emplois, et de la cohésion sociale, selon les objectifs de la stratégie de Lisbonne impulsés en mars 2000.